
Capitalisme de surveillance

Description

Expression désignant une forme inédite du capitalisme, née au XXI^e siècle, fruit de l'économie de la donnée. Les promoteurs de ce modèle économique inédit à l'ère industrielle sont les groupes multinationaux propriétaires des plateformes technologiques de services en ligne, les Gafam pour Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft. Les données qu'ils collectent auprès des usagers de leurs services internet – avec ou sans leur consentement, à leur insu ou pas – constituent la matière première de ce nouveau capitalisme, sa rentabilité étant assurée par l'exploitation commerciale de celles-ci. Le capitalisme de surveillance s'appuie sur une instrumentalisation des comportements individuels.

Le concept de capitalisme de surveillance a été élaboré dès 2014 par l'économiste américaine Shoshana Zuboff, professeure émérite à la Harvard Business School. Dans son plus récent ouvrage, *The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power*, (PublicAffairs, January 2019), elle décrit avec minutie, suivant un raisonnement implacable, la stratégie déployée en moins de vingt ans par les groupes internet, portée à la fois par le néolibéralisme et par l'acceptation de la surveillance de masse à la suite des attentats du 11 septembre 2001. Surveillance et prédiction forment une combinaison qui constitue une menace certaine pour les libertés individuelles et pour la démocratie, selon Shoshana Zuboff. Cette théorie du capitalisme de surveillance est à lire aussi comme une histoire du XXI^e siècle naissant, comme la description du basculement vers une autre époque, l'auteur faisant le lien entre le capitalisme industriel au XX^e siècle dans les usines du constructeur automobile Ford et cette autre forme de capitalisme inventée par Google au tournant des années 2000.

À l'inverse de l'esprit des pionniers, défenseurs d'un réseau libre et ouvert, l'internet des plateformes privées se ramifie suivant tous les aspects de nos vies et fait fructifier nos données personnelles, c'est-à-dire nos caractéristiques et nos comportements. De même que le capitalisme industriel exploite une force de travail, explique Shoshana Zuboff, le capitalisme de surveillance exploite notre existence. Il envisage comme un nouvel actif, ce que l'auteur définit comme «*notre surplus comportemental*» (*behavioural surplus*) ou la somme des données personnelles qui ne sont pas proprement utiles à l'amélioration du service en ligne mais susceptibles d'être rentabilisées, après un traitement algorithmique destiné à les convertir en modèles prédictifs de nos besoins et de nos envies. Ce nouveau capitalisme dit de surveillance valorise nos comportements actuels en vendant une prédiction de nos comportements futurs.

Schéma du capitalisme de su



À l'ère numérique, la mécanique industrielle consiste à extraire de la donnée comme on extrayait autrefois du charbon des profondeurs de la Terre. Cette nouvelle industrie de la *data* est aussi révolutionnaire par sa modernité que dangereuse par sa perversité. Offrant des services innovants, certains indispensables, d'autres addictifs, les géants du numérique ont colonisé nos vies. Devenus maîtres dans l'art de la captation généralisée des données, dépassant de loin ce que l'on craignait jusqu'alors des États en la matière, ils disposent dans l'exercice de leur activité, d'un pouvoir de manipulation sur les individus.

Avec méthode et détails, Shoshana Zuboff décrit la naissance du capitalisme numérique et démontre la façon dont s'est élaborée une nouvelle forme de pouvoir, au détriment des libertés individuelles. Dénonçant l'iniquité, qui consiste à tout savoir sur tout le monde en opérant de fait dans la plus grande discrétion, elle nous alerte des conséquences désastreuses pour notre humanité de la logique économique mise en œuvre par les groupes internet.

La technologie en tant que telle n'est pas en cause. Deux exemples contradictoires quant à son usage expliquent : à l'origine du web, au début des années 1990, les premiers cookies servaient uniquement à reconnaître les internautes ayant déjà visité le site du navigateur Netscape, tandis qu'aujourd'hui la conservation de l'historique de navigation des internautes sur plusieurs années par Google Chrome est inutile au bon fonctionnement du service en ligne. Autre exemple : l'internet des objets peut être déployé sans répondre aux attentes du capitalisme de surveillance, quand, à l'inverse, le capitalisme de surveillance ne saurait s'en passer.

Est mise en cause en revanche, par la démonstration de Shoshana Zuboff, la volonté de libérer notre atteinte à notre indépendance, à notre libre arbitre, à notre personnalité, par le biais d'outils numériques au service d'intérêts économiques. « Au tournant du siècle, alors que les canismes fondamentaux du capitalisme de surveillance commencent à prendre forme, la maximalisation de la valeur pour les actionnaires fut largement acceptée comme la fonction objective de l'entreprise », annonce l'économiste en faisant le lien avec l'émergence dix ans plus tard, dans les années 2010, des mouvements dénonçant les abus du capitalisme financier, Occupy Wall Street aux États-Unis ou les Indignés en Europe.

Et expliquer le virage pris, à la suite de l'éclatement de la bulle internet en 2000, par les inventeurs de Google : manifestement « les publiphobes » à son lancement en 1998, Sergey Brin et Larry Page vont pourtant rapidement transformer leur moteur de recherche en machine publicitaire, afin de répondre aux attentes de leurs partenaires financiers. En 2003, un brevet intitulé « Générer des informations utilisateur à des fins de publicité ciblée » est déposé par des informaticiens salariés de Google. Grâce au ciblage publicitaire centré sur les individus, le chiffre d'affaires publicitaire de Google passera de 70 millions de dollars en 2001 à plus de 3 milliards en 2004, année de son introduction en Bourse. La forte croissance de son modèle économique construit sur l'exploitation des données de recherche et de navigation des internautes encourage Google à grossir : il multiplie la création ou l'acquisition de services susceptibles d'engendrer de la data exploitable, au premier rang desquels la plateforme vidéo YouTube rachetée en 2006, et il déploie la même logique de captation massive des données personnelles avec la création du système d'exploitation Android pour l'internet mobile. Le capitalisme de surveillance est né.

Celui que le Parlement britannique a traité récemment de «*gangster numérique*» à la suite de son enquête portant sur le scandale Cambridge Analytica ([voir La rem n°48, p.90](#)) ; celui propos duquel les révélations de fuites de données personnelles «*intimes*», devrait-on dire quand il s'agit de la santé des internautes «*se répertient*» ; celui-là même qui est devenu le plus important groupe de réseaux sociaux au monde avec l'acquisition d'Instagram en 2012 et de WhatsApp en 2014, à Facebook, a poussé à son comble cette logique industrielle de l'extraction et de l'exploitation des données personnelles à des fins commerciales avec sa cartographie des liens entre individus (*social graph*) et son bouton «*like*».

«*Le monde en ligne n'est pas vraiment régi par des lois terrestres. C'est le plus grand espace non gouverné au monde*» peut-on lire dans *The New Digital Age: Transformation Nations, Businesses, and Our Lives*, ouvrage de 2004 co-signés par Eric Schmidt et Jared Cohen de Google. Ce qui fait dire à Shoshana Zuboff qu'il s'agit bien d'un hold-up de nos comportements rendu notamment possible par une législation défaillante, aux États-Unis comme en France, puisqu'elle laisse aux plateformes numériques une grande latitude en les exemptant de toute responsabilité éditoriale. Paradoxalement, l'émergence de ce capitalisme de surveillance ne rencontre que peu d'oppositions, et cela malgré les révélations d'Edward Snowden en 2013 quant aux programmes de surveillance des citoyens, comme des entreprises ou des États, par les agences de renseignements américaine et britannique.

Sans autorisation manifeste, au mieux avec un consentement à l'aveugle de la part des internautes, les industriels de la *data*, en tête desquels on trouve Google et Facebook, ont donc été laissés libres de cartographier notre environnement, de photographier nos habitats, de suivre nos parcours en ville, d'enregistrer notre navigation internet, de scruter nos achats, d'explorer nos agendas, de stocker nos photos, de capter nos humeurs, de fouiller nos bibliothèques, de sonder notre état de santé, de recenser nos amis ([voir La rem n°46-47, p.54](#)). Big Other, c'est le nom évocateur que Shoshana Zuboff attribue à ce système de surveillance mis en œuvre par des entreprises privées à des fins de rentabilité : «*un régime omniprésent, qui enregistre, modifie et commercialise l'expérience quotidienne, du grille-pain au corps biologique, de la communication la pensée, de manière à établir de nouveaux chemins vers les bénéfices et les profits*». Big Other est la puissance souveraine d'un futur proche qui annihile la liberté que l'on gagne avec les règles et les lois. Pour illustrer l'efficacité de ce système, Pokemon Go, jeu vidéo sur mobile utilisant la réalité augmentée, créé par Niantic Labs, start-up née chez Google, est un bon exemple : l'internaute qui joue à capturer des petites créatures croisées sur son chemin, est en réalité conduit vers des commerces partenaires du jeu, comme McDonalds ou Starbucks, qui cherchent à accroître la fréquentation de leur magasin et qui contribueront l'éditeur au «*pay per visit*». Dans le même esprit, l'aspirateur-robot Roomba peut être piloté à distance grâce à une application mobile permettant par la même occasion à Google de récupérer le plan de l'habitation d'un poussier.

L'industrie numérique prospère grâce à un «*monitoring en continu*», selon l'expression de Hal Varian, économiste en chef chez Google, soit un suivi systématique de nos comportements quotidiens, en ligne et hors ligne. Et Andrew Ledvina, ex-salarié de Facebook explique : «*L'objectif fondamental de la plupart des personnes qui travaillent sur les données est d'influencer et de modifier l'humeur et le comportement des gens. Ils le font tout le temps pour vous faire aimer davantage les histoires, pour cliquer sur plus d'annonces, pour passer plus de temps sur le site. C'est comme ça qu'un site web fonctionne, tout le monde le fait et tout le monde sait que tout le monde le fait.*»

Modèle par défaut des entreprises de la Silicon Valley, le capitalisme de surveillance n'est pas circonscrit au secteur de l'internet. Il s'applique désormais à un large éventail de produits et de services dans des secteurs de l'économie réelle aussi variés que l'assurance, la santé, la finance, le commerce, le divertissement, l'éducation ou les transports. «*Presque tous les produits ou services qui commencent par le mot «*intelligent*» ou «*personnalisés*», tous les appareils connectés à internet, tous les assistants numériques, ne sont qu'une interface de la chaîne d'approvisionnement pour la libre circulation des données comportementales en vue de prévoir notre avenir dans une économie sous surveillance*», avertit Shoshana Zuboff.

Autant les sociétés démocratiques s'inquiètent de toute surveillance étatique, autant elles semblent s'accommoder de son équivalent privatisé. Les dangers du capitalisme de surveillance doivent être combattus au niveau politique. Le règlement général pour la protection des données (RGPD, voir [La rem n°42-43, p.21](#)) adopté au sein de l'Union européenne constitue aux yeux de l'économiste un début de solution pour élaborer un nouveau modèle du capitalisme de l'information.

En revanche, Shoshana Zuboff ne croit pas à l'efficacité de mesures antitrust pour éliminer le capitalisme de la surveillance, en l'occurrence un démantèlement des Google et Facebook qui risquerait d'avoir pour seul effet d'attirer davantage de concurrents. Elle défend également le principe de la patrimonialité des données personnelles, celui-ci ne ferait que renforcer la limite d'une collecte qui ne devrait même pas être pratiquée. Non sans un certain pessimisme, elle ne croit pas non plus à une régulation de la surveillance par les États et compte plutôt sur une prise de conscience, à une émancipation des usagers, refusant de se laisser guider par des «*machines*» les incitant insidieusement à rester en ligne.

Alors que la plupart des sociétés démocratiques exercent un minimum de contrôle sur la surveillance étatique, quasiment aucune surveillance réglementaire ne s'applique à son équivalent privatisé.

Il ressort de cette histoire du XXI^e siècle telle que la raconte Shoshana Zuboff, la confirmation qu'une rupture radicale s'est produite avec l'avènement de l'intelligence artificielle, qui

permet notamment le traitement de données massives (*Big data*) en temps réel.

Sources :

- *The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power*, Shoshana Zuboff, PublicAffairs, January 2019.
- « The goal is to automate us »: welcome to the age of surveillance capitalism », John Naughton, The Observer, theguardian.com, January 20, 2019.
- « Un capitalisme de surveillance », Shoshana Zuboff, *Le Monde diplomatique*, janvier 2019.
- « GAFÀ : enquête sur le capitalisme de surveillance », Oceane Herrero, *L'Opinion*, 1^{er} mars 2019.
- « Le capitalisme de surveillance, maître des marionnettes », Géraldine Delacroix, Mediapart.fr, 3 mars 2019.

Categorie

1. A retenir

date création

11 juillet 2019

Auteur

françoise